



## Engagement de la Suisse dans le domaine de la protection des populations civiles

La protection des populations civiles dans les conflits armés est l'une des quatre priorités de la Suisse en tant que membre non permanent du Conseil de sécurité de l'ONU pour la période 2023-2024. Son action dans ce domaine se fonde sur une longue expérience de l'aide humanitaire et sur un engagement résolu en faveur d'un meilleur respect et d'un renforcement du droit international humanitaire. La tradition humanitaire de la Suisse est reconnue dans le monde entier. Le siège du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) et les Conventions de Genève contribuent à la visibilité de Genève comme pôle humanitaire accueillant de nombreuses organisations actives dans le domaine. De plus, en tant qu'État hôte des Nations Unies, la Suisse propose régulièrement ses bons offices. L'engagement de la Suisse dans le cadre multilatéral et ses activités bilatérales se complètent et se renforcent mutuellement.

### Engagement de la Suisse dans le cadre multilatéral

#### **Groupe des amis pour la protection des civils dans les conflits armés**

Dans l'enceinte des Nations Unies à New York, la Suisse préside depuis 2007 le Groupe des amis pour la protection des civils dans les conflits armés. Ce groupe informel de 27 États se concertent régulièrement sur différentes questions liées à ce thème et œuvrent pour un meilleur respect du droit international humanitaire. Par le passé, la Suisse a organisé plusieurs réunions du groupe, notamment sur les nouvelles technologies, les personnes disparues, la désinformation ou certains contextes géographiques. Le groupe des amis plaide en faveur d'une meilleure protection des populations civiles lors d'événements importants, notamment au sein du Conseil de sécurité de l'ONU. En tant que présidente du groupe des amis, la Suisse coordonne ces déclarations conjointes et en donne lecture ; chaque mois de mai, elle organise en outre la Semaine pour la protection de la population civile (*PoC-week*). Cette plateforme réunit des États, l'ONU et la société civile pour discuter des défis actuels (voir le site <https://www.unocha.org/protection-civilians-week-2023>).

#### **Sécurité alimentaire dans les conflits armés**

En tant que présidente du Conseil de sécurité de l'ONU, la Suisse a décidé de consacrer à cet enjeu important le débat ouvert de cette année sur la protection des civils. Cinq ans après l'adoption de la résolution 2417 du Conseil de sécurité, pour laquelle la Suisse s'était activement engagée aux côtés des Pays-Bas, la question de l'interdépendance entre sécurité alimentaire et conflits armés reste d'actualité : selon le Programme alimentaire mondial, 70 % de la population mondiale qui souffre gravement de la faim vit dans des zones de conflit. La protection des infrastructures civiles et des services de base est étroitement liée à la sécurité alimentaire. En organisant ce débat de haut niveau, la Suisse envoie un signal fort quant à l'urgence d'une action déterminée du Conseil de sécurité pour mettre en œuvre les résolutions correspondantes. La Suisse et le Brésil mènent les débats sur la sécurité alimentaire dans les conflits armés au sein du Conseil de sécurité. Les deux pays s'engagent à ce que le conseil soit informé en temps utile et de manière détaillée des crises alimentaires qui se dessinent dans le monde. En mars 2023, à l'initiative de la Suisse et du Mozambique, le Conseil de sécurité a pour la première fois abordé la question de l'accès à l'eau et de la protection des infrastructures d'approvisionnement en eau dans les conflits armés.

#### **Droit international humanitaire / Conventions de Genève**

Le respect, le renforcement et la promotion du droit international humanitaire (DIH) sont des priorités de la politique étrangère suisse. La Suisse est dépositaire des Conventions de Genève et de leurs Protocoles additionnels. Ces traités constituent la pierre angulaire du DIH et s'appliquent aux conflits armés. À ce jour, tous les pays du monde se sont engagés à respecter les Conventions de Genève, qui célèbreront leur 75<sup>e</sup> anniversaire en 2024. Au Conseil de sécurité, la Suisse appelle les parties impliquées dans des conflits armés à respecter leurs obligations en matière de DIH et s'engage pour assurer la conformité des produits du Conseil, notamment les résolutions, avec le DIH.

#### **Cour pénale internationale**

La protection des civils et la lutte contre l'impunité sont les deux faces d'une même médaille. La Suisse participe aux efforts en matière de lutte contre l'impunité pour les crimes les plus graves, qui

est essentielle pour prévenir les atrocités et garantir la paix. Elle soutient activement les mécanismes de reddition de comptes, en particulier la Cour pénale internationale (CPI), à qui elle apporte un appui politique et matériel. Donnant suite à une proposition de la Suisse, les États parties du Statut de Rome, document fondateur de la CPI, ont adopté un amendement, afin que le fait d'affamer délibérément des civils dans les conflits armés internes soit considéré comme un crime de guerre. L'initiative de la Suisse a contribué à combler une lacune considérable au profit de la protection des civils.

#### **Collaboration avec le CICR**

Le CICR n'est pas uniquement la plus ancienne organisation humanitaire encore active à ce jour, il est aussi le principal partenaire humanitaire de la Suisse : il reçoit un tiers du budget alloué par cette dernière à l'aide humanitaire. L'engagement en faveur des personnes disparues constitue une priorité. Chaque année, des dizaines de milliers de personnes sont portées disparues à la suite d'un conflit armé. En 2021, la Suisse et le CICR ont lancé l'Alliance mondiale pour les personnes disparues. Cette alliance d'États a pour objectif de promouvoir la recherche des personnes disparues et de contribuer à prévenir les disparitions en renforçant la coopération entre les acteurs concernés et en usant de leur influence diplomatique collective aux niveaux mondial et régional.

### **Engagement de la Suisse dans des contextes spécifiques**

#### **Yémen**

La situation humanitaire au Yémen est préoccupante en raison du conflit qui y fait rage depuis 2015. Aux côtés de la Suède et de l'ONU, la Suisse a déjà organisé à Genève six éditions de la Conférence internationale des donateurs pour le Yémen. Par son engagement humanitaire, elle contribue à soulager les souffrances et à améliorer l'accès des acteurs humanitaires à la population civile. La Suisse accueille régulièrement des entretiens confidentiels entre belligérants, qui ont notamment permis de procéder à un vaste échange de prisonniers en avril 2023. Au Conseil de sécurité de l'ONU, la Suisse a appelé à diverses reprises les parties au conflit à renforcer la protection de la population civile yéménite et à améliorer l'accès des acteurs humanitaires.

#### **Ukraine**

Selon le dernier rapport sur la protection des civils publié par le secrétaire général de l'ONU, près de la moitié des morts civiles enregistrées à l'échelle mondiale dans des conflits armés sont recensées en Ukraine. La Suisse condamne fermement l'agression militaire de la Russie contre l'Ukraine et exige de la Russie qu'elle mette un terme aux combats et retire immédiatement ses troupes du territoire ukrainien. Au sein du Conseil de sécurité de l'ONU, la Suisse plaide systématiquement en faveur du respect du droit international humanitaire. Aux côtés de 40 autres États, elle a déféré la situation en Ukraine à la Cour pénale internationale. Elle a également soutenu la mise en place de mécanismes multilatéraux servant à recueillir des preuves de crimes de guerre et à les mettre à la disposition des instances pénales nationales et internationales. La Suisse fournit également une aide humanitaire dans des régions difficiles d'accès, proches de la ligne de front, où les besoins de la population civile sont particulièrement importants. La Suisse collabore à cette fin avec des partenaires locaux, qu'elle soutient sur place en leur remettant, notamment, des équipements de protection individuelle et des fournitures médicales. Au sein de diverses enceintes, dont le Conseil de sécurité de l'ONU, elle se mobilise en faveur d'un accès humanitaire aux régions d'Ukraine occupées par les forces armées russes.

#### **Corne de l'Afrique**

La Corne de l'Afrique compte parmi les régions les plus fragiles au monde. Les conflits armés, mais aussi les effets du changement climatique, sont lourds de conséquences pour la population civile. Ils compromettent notamment la sécurité alimentaire et l'accès aux services de base, par exemple dans le domaine de la santé. Afin de pouvoir contribuer durablement à la protection de la population civile, la Suisse se concentre dès la planification des projets sur la résilience en situation de crise : le projet SomRep (*Somalia Resilience Programme*), par exemple, permet de renforcer la résilience de la population somalienne et de préserver les moyens de subsistance dans les régions du pays les plus affectées par la sécheresse et les plus difficiles d'accès, en garantissant un approvisionnement d'urgence en eau, des transferts d'argent en espèces, un programme de rémunération du travail (*cash for work*), ainsi qu'un soutien aux services vétérinaires pour endiguer les épidémies et la distribution de fourrage aux éleveurs. Au Conseil de sécurité de l'ONU, qui est responsable des mandats des missions de paix, la Suisse s'engage pour que le travail déployé dans ce cadre soit également axé sur la protection des civils.

**Myanmar**

Le coup d'État perpétré par la junte militaire en 2021 a radicalement modifié la situation au Myanmar, plaçant la population civile face à de nouveaux défis. La Suisse soutient le CICR et le HCR, et a détaché des membres du Corps suisse d'aide humanitaire (CSA) pour épauler différentes organisations onusiennes sur place. Elle finance plusieurs projets menés par des ONG en faveur du déminage humanitaire, du renforcement de la cohésion sociale dans l'État de Rakhine et de l'amélioration de l'accès des Rohingyas aux services de base. La Suisse encourage discrètement le dialogue aux niveaux national, régional et local, afin que des solutions puissent être trouvées sous la forme d'un accès humanitaire sûr et sans entrave et d'une désescalade de la violence. Enfin, la Suisse soutient les efforts de règlement du conflit déployés par le Conseil de sécurité de l'ONU et exige systématiquement le respect des droits de l'homme et du droit international humanitaire.